

*[Text]*

En résumé, au cours de l'année 1981-1982, le MEER a pris pour 156 millions de nouveaux engagements. Ce qui, ajouté aux engagements que nous avons pris depuis la création du Ministère, porte le total de tous les engagements au Québec depuis le début à 2 milliards et plus.

En termes de déboursés, au cours de l'année 1981-1982, nous avons prévu un budget de dépenses de 220 millions de dollars. Ce budget incluait une réserve pour différentes initiatives que nous escomptions conclure avec le gouvernement du Québec ou pour supporter des projets qui, malheureusement, n'ont pas vu le jour. De sorte que les déboursés atteindront environ 200 millions de dollars. C'est quand même une augmentation de 30 millions de dollars par rapport aux déboursés de l'année précédente.

En termes de priorités immédiates, au cours des prochains mois, on sait qu'on va vivre une réorganisation, l'intégration complète des deux ministères. Il y a quand même un certain nombre d'initiatives sur lesquelles on avait amorcé le travail et que nous allons poursuivre; d'une part parce que le travail est passablement avancé, d'autre part parce qu'elles collent aux priorités du nouveau Ministère.

J'aimerais mentionner à ce chapitre-là, en termes de projet, qu'il y a actuellement à l'étude trois dossiers majeurs au Québec sur lesquels les discussions sont plus ou moins avancées selon le projet. Il s'agit du projet de l'usine de papier journal à Matane où le retard se situe du côté des investisseurs; du projet de modernisation et d'expansion du chantier maritime Dome-Davie à Lauzon; du projet de relance de l'usine ITT sur la Côte-Nord. Nous sommes à examiner des propositions de deux groupes d'investisseurs.

## • 1550

Deuxièmement, nous entendons aller de l'avant en ce qui concerne un plan de développement pour l'Est du Québec. Cela va compléter une proposition qui devra franchir les étapes d'approbation au sein du gouvernement fédéral.

Troisièmement, sur le plan du développement touristique, nous comptons poursuivre les discussions avec le Québec en vue d'un amendement à l'entente pour appuyer l'industrie du ski, l'initiative Québec 84.

Nous entendons d'autre part trouver une autre utilisation aux 11 millions de dollars qui avaient été approuvés pour le Vieux-Montréal et que le Québec a refusé d'accepter. Nous entendons réexaminer la possibilité de réaffecter ce montant dans la même région, avec d'autres ministères fédéraux.

Concernant le programme des Îles-de-la-Madeleines, encore là, nous examinons la possibilité de réaffecter à des programmes à caractère fédéral les sommes qui avaient été approuvées pour le projet conjoint du plan de développement.

Nous poursuivons d'autre part la discussion avec Transports Canada dans le but d'améliorer certaines infrastructures au niveau des aéroports municipaux dans quelques régions du Québec.

*[Translation]*

In summary, DREE made new commitments totaling 156 million dollars in 1981-82. When added to our previous commitments in Quebec, this brings the total amount spent since the creation of the department to over 2 billion dollars.

Our estimated expenditures for 1981-82 were 220 million dollars. This budget included a reserve for various projects we planned to carry out jointly with the Quebec government or to support projects which unfortunately did not materialize. Hence, the total expenditures will be approximately 200 million dollars. This represents an increase of 30 million dollars over the previous year.

With respect to our immediate priorities, we know that we will be undergoing a reorganization, a complete integration of the two departments in the months ahead. However, we had begun work on a number of projects and we are going to continue it; in part because the work is fairly far advanced, and in part because the projects coincide with the new department's priorities.

In this regard, I would like to mention that three major projects for Quebec are under study at the present time, and the discussions on each are at various stages. I am thinking of the newsprint plant in Matane; where the delays have been caused by the investors; the modernization and expansion of the Dome-Davie ship yard in Lauzon, and the project to revive the ITT plant on the north shore. We are in the process of studying the proposals made by two groups of investors.

Secondly, we intend to proceed with a development plan for Eastern Quebec. This will complete a proposal which will then have to be approved by the various levels of authority in the federal government.

Third, in the area of tourism development, we intend to continue our discussions with Quebec in order to amend the agreement to support the ski industry and the 1984 celebrations in Quebec.

We also plan to find another use for the \$11 million which had been approved for a project in Old Montreal to which the Quebec government refused to contribute. We plan to look at the possibility of using these funds in the same region, with the participation of other federal departments.

With respect to the Magdaley Islands Program, here again we are looking at the possibility of using the funds which had been approved for the joint development plan for other federal programs.

We are also continuing our discussions with Transport Canada in an effort to improve certain municipal airport infrastructures in some regions of Quebec.